



Identification : PM/B21/05985/TA

Emetteur : DG/MAR/DSTG/SMA/BALE
Repère support : TA

PROJET DE MARCHÉ

Travaux de VRD sur la ZAC de Marcoule

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	10/2021	Théophile ARNAUD	Sandrine ANGLEZAN	Mathieu SAINT-GAUDENS



Marché sensible

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : Travaux de VRD sur la ZAC de Marcoule

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur du CEA Marcoule,

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

A COMPLETER

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

A COMPLETER

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

.....

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Clause relative à la classification.....	5
ARTICLE 2	Objet.....	6
ARTICLE 3	Documents contractuels.....	6
ARTICLE 4	Nature et etendue du marché.....	7
4.1	Prestations fermes.....	7
4.2	Prestations complémentaires.....	7
ARTICLE 5	Modalités d'exécution des prestations complémentaires.....	7
ARTICLE 6	Conditions financières.....	8
6.1	Part ferme.....	8
6.2	Part complémentaire.....	8
ARTICLE 7	Paiement du prix.....	8
7.1	Termes de paiement.....	8
7.1.1	Part ferme.....	8
7.1.2	Part complémentaire.....	8
7.2	Modalités de facturation.....	9
7.3	Régime fiscal.....	10
ARTICLE 8	Durée et délai.....	11
8.1	Délai d'exécution des travaux.....	11
8.2	Durée du marché correspondant au délai de validité du marché.....	11
8.3	Délais spécifiques.....	11
ARTICLE 9	Pénalités.....	12
ARTICLE 10	Conditions particulières d'exécution.....	12
10.1	Exécution des prestations.....	12
10.2	Arrêts de chantier.....	13
10.2.1	Généralités.....	13
10.2.2	Arrêts programmés.....	13
10.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA.....	13
10.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire.....	14
10.2.5	Reprise des travaux.....	14
10.3	Suspension de marché.....	14
10.4	Interlocuteurs.....	14
10.5	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale.....	15
ARTICLE 11	Gestion des modifications.....	15
11.1	Généralités.....	15
11.2	Pour les travaux.....	15
11.3	Modalités de notification des modifications.....	16
ARTICLE 12	Sous-traitance.....	16
ARTICLE 13	Garantie de parfait achèvement.....	16
ARTICLE 14	Compétence juridictionnelle.....	17
ANNEXE 1	Clauses génériques.....	18
ANNEXE 2	Clauses de protection des informations.....	21
ANNEXE 3	engagement de confidentialité et déclaration individuelle.....	23
ANNEXE 4	Etat des prix forfaitaires valant Bordereau de prix unitaires.....	24

ARTICLE 1

CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION

Le présent marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des Informations et Supports Classifiés (ISC) qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel le marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) le cas échéant.
2. Le Titulaire reconnaît :
 - Avoir pris connaissance :
 - o Des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - o Des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - o De l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o De l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles
 - Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.
3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution du marché.
4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle (modèle en annexe n°3) à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
 - Avoir pris connaissance :
 - o Des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - o Des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - o De l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o De l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles
 - Du caractère sensible des prestations du marché, et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ;
 - Qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 6 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent contrat.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des § du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnités et, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les travaux de voirie et réseaux divers sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Marcoule.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Département de Service Technique et de Gestion (DSTG), unité Service Technique et Logistique (STL), et Groupe Travaux Projets et Patrimoine (GTPP).

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 6 des Conditions Générales d'Achat, les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissant :

- Le présent marché et ses annexes,
- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le Cahier des Charges référencé SP-STL-2021-167426 du 07/10/2021 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition de février 2013 *,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif.

A COMPLETER

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site internet du CEA : <https://www.cea.fr/>

ARTICLE 4 NATURE ET ETENDUE DU MARCHE

Le présent marché est un marché de travaux.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimés par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionnés à l'article 2 supra, comprennent :

4.1 PRESTATIONS FERMES

Les prestations fermes concernent :

- La mise en place de Glissières Béton Armé (GBA),
- L'élargissement ponctuel du chemin de ronde pour permettre la mise en place des GBA,
- La réalisation d'une couche de roulement en enrobés à chaud sur le chemin de ronde existant,
- La remise à la côte de regards et ouvrages existants sur le chemin de ronde.

4.2 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires sont listées au sein de l'Etat des prix forfaitaires (EPF) valant Bordereau de prix unitaires (BPU) en annexe n°4 du présent marché.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires mentionnées à l'article 4.2 supra seront exécutées dans le cadre d'Ordres de service dont les modalités de fonctionnement sont définies ci-après.

Pour l'ensemble des prestations, le Titulaire émettra un devis consécutif à une expression de besoin effectuée par le CEA.

Les devis devront faire apparaître :

- La nature des prestations,
- Le montant des prestations en référence aux prix unitaires indiqués à l'annexe n°4 du présent marché,
- Le délai d'exécution à approuver par le CEA.

Si le devis est accepté par le CEA, un ordre de service écrit est alors émis par le CEA et adressé au Titulaire.

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des travaux qu'après avoir reçu cet ordre écrit du CEA, acceptant le devis présenté et précisant la nature des prestations à réaliser, leurs caractéristiques techniques, leur montant et le délai d'exécution.

Le devis pourra faire l'objet de négociations.

ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES

6.1 PART FERME

Le prix de la part ferme du marché est fixé à la somme forfaitaire ferme de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

A COMPLETER

6.2 PART COMPLEMENTAIRE

Les prestations complémentaires seront rémunérées sur la base des prix indiqués au sein de l'Etat des prix forfaitaires (EPF) valant Bordereau de prix unitaires (BPU) en Annexe n°4.

ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX

7.1 TERMES DE PAIEMENT

7.1.1 Part ferme

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 5% du montant TTC du marché à la réception du compte-rendu de la réunion d'enclenchement du marché,
- 10% du montant TTC du marché suite à la validation des études par le CEA,
- 10% du montant TTC du marché après constat par le CEA des approvisionnements,
- 65% du montant TTC du marché sur la base des situations d'avancement mensuelles des travaux, approuvées sans réserves par le CEA,
- 10% du montant TTC du marché à la réception définitive des travaux et à la validation du DOE par le CEA.

7.1.2 Part complémentaire

Les prestations complémentaires seront facturées TTC mensuellement, à terme échu après réception de celles-ci sans réserves par le CEA et accompagnées des justificatifs correspondants (PV de réception et ordre de service concerné).

7.2 MODALITES DE FACTURATION

Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA
Centre de SACLAY
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS
Bâtiment 530 - Point courrier 75
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

7.3 REGIME FISCAL

Le régime fiscal applicable au montant hors taxes des prestations est la TVA au taux légal en vigueur au moment du fait générateur. Chaque terme de paiement doit être assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 8 DUREE ET DELAI

Le marché prend effet à **compter de sa notification au titulaire (T0)**.

Les durées et délais exprimés ci-après sont en jours calendaires.

8.1 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les prestations s'exécutent à compter de la notification et se déroulent selon les jalons définis ci-dessous.

- **T0** = notification du marché au titulaire.
- **T1 = T0 + semaines** : achèvement des travaux d'enrobés.
En tout état de cause, le jalon T1 doit être atteint au plus tard le 31 décembre 2021.
- **T2 = T0 + semaines** : remise du DOE et réception définitive des ouvrages.
En tout état de cause, le jalon T2 doit être atteint au plus tard le 28 janvier 2022.

A COMPLETER

8.2 DUREE DU MARCHE CORRESPONDANT AU DELAI DE VALIDITE DU MARCHE

Le marché est conclu jusqu'à la réception des prestations, ou, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la période de garantie contractuelle.

8.3 DELAIS SPECIFIQUES

Le CEA pourra émettre des ordres de services pour des prestations complémentaires jusqu'à la fin du marché.

Chaque ordre de service précisera le délai relatif à la prestation concernée.

ARTICLE 9 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat est modifié comme suit :

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors-taxes du marché, incluant le montant de la part ferme et les Ordres de Services acceptés par le CEA.

Les pénalités, quelle que soit le jalon sur lequel elles sont appliquées, ne sont pas restituables ni libératoires.

En outre, elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

Manquement constaté	Montant de la pénalité
Non-respect par le titulaire des délais du jalon T1 ou T2	350 euros HT par jour calendaire de retard
Absence ou insuffisance de nettoyage d'une zone de chantier après travaux	300 euros HT par manquement constaté
Absence de remise d'un bon de suivi des déchets (BSD) à l'occasion de l'évacuation de déchets inertes	200 euros HT par manquement constaté
Absence injustifiée lors d'une réunion de chantier	100 euros HT par manquement constaté

Les autres alinéas de l'article 24 des CGA restent inchangés.

ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

10.1 EXECUTION DES PRESTATIONS

En complément de l'article 4.1 des CGA, lorsque les dispositions contractuelles le prévoient, le titulaire reçoit du CEA au fur et à mesure de l'avancement des prestations, une expédition de chacun des plans et des documents nécessaires à leur exécution. Il doit, sous sa responsabilité, procéder, avant toute exécution, à la vérification de ces plans et documents. S'il a des observations à présenter, il les formule dans un délai de 7 jours ouvrés. Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté sans réserve les dispositions figurées et devient seul responsable de la bonne tenue et de la bonne réalisation des prestations.

De même, avant de commencer les prestations, le titulaire doit s'assurer sur place de l'exactitude des côtes et de toutes les indications des plans. Il vérifie, sous sa responsabilité, que la réalisation des dispositions prévues aux plans ne soulève pas de difficulté. S'il n'en est pas ainsi, il doit en aviser, dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de l'obtention de ses accès sur site, le CEA, faute de quoi il devient responsable des erreurs qui peuvent exister et de leurs conséquences de toute nature.

Sous réserve de ces dispositions, le titulaire doit se conformer strictement aux plans, profils, tracés, descriptifs, ordres de service, et, s'il y a lieu, aux types et modèles qui lui ont été donnés par le CEA pour l'exécution du marché.

Le titulaire doit se conformer également aux changements qui lui sont prescrits pendant l'exécution conformément aux articles relatifs à la gestion des modifications situés infra, mais seulement lorsque le CEA les a ordonnés par écrit. Il ne lui est tenu compte de ces changements qu'autant qu'il justifie de l'ordre écrit du CEA.

Le titulaire est tenu de provoquer de lui-même, dans les délais permettant de respecter le planning, les instructions écrites ou renvoi des documents qui pourraient lui faire défaut.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions du CEA dépassent les obligations de son marché, il doit, sous peine de forclusion, présenter ses observations écrites et motivées dans un délai de dix jours ouvrés.

10.2 ARRETS DE CHANTIER

10.2.1 Généralités

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

10.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

10.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt.

La rémunération des frais de main d'œuvre est fixée à la somme journalière forfaitaire et ferme de :

..... € HT

A COMPLETER

Soit en toutes lettres :

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

10.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

10.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

10.3 SUSPENSION DE MARCHÉ

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée à :
 - En phase études : 5% du montant total HT de la part ferme du marché (incluant les éventuelles prestations complémentaires commandées).
 - En phase de réalisation : 5% du montant total HT de la part ferme du marché (incluant les éventuelles prestations complémentaires commandées).
- Concernant la part fourniture et matériel, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entrainera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de :

- 1 semaine pour une suspension en phase d'études,
- 1 semaine pour une suspension en phase travaux.

10.4 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	Mathieu SAINT-GAUDENS, Chargé d'affaire Tel : 04 66 79 76 85 Courriel : mathieu.saint-gaudens@cea.fr	Théophile ARNAUD, Acheteur Tel : 04 66 33 94 56 Courriel : theophile.arnaud@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A COMPLETER

10.5 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 11 GESTION DES MODIFICATIONS

11.1 GENERALITES

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché.

Pendant l'exécution du marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché. Ces modifications devront faire de propositions écrites motivées adressées au CEA

Dans tous les cas seul le CEA a prérogative pour la prise en compte d'une modification.

Les demandes de modification prescrites par le CEA feront l'objet de l'établissement d'une Fiche de Modification (FM) aux conditions économiques du marché.

11.2 POUR LES TRAVAUX

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par émission d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- Application des prix unitaires des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- Application des prix unitaires forfaitaires issus de l'Etat des prix forfaitaires (EPF),
- Application des taux par qualification définis par le marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA,
- Application de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre selon les taux par qualification, définis par le marché, les volumes d'heures et les coûts détaillés de la fourniture, en isolant le coefficient d'approvisionnement défini par le contrat ainsi que pour ces derniers tous justificatifs utiles,
- Devis forfaitaires (résultant d'une consultation par le Titulaire d'au moins trois entreprises) des travaux sous-traités ou des approvisionnements avec application du coefficient de peines et soins défini dans le marché ou la DPGF remise dans l'offre. Les devis sont obligatoirement transmis au CEA.

Le Titulaire s'engage à rédiger les fiches de modification dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de la demande du CEA.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Chaque devis fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation de la version finale de la FM

11.3 MODALITES DE NOTIFICATION DES MODIFICATIONS

Tout début d'exécution de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA de la FM par le signataire.

Les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront d'un avenant au marché. Dans une limite de 5% du montant du marché, les FM pourront donner lieu à règlement par le CEA. Au-delà de ce seuil, un avenant sera établi et permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi plus tard à l'échéance du marché.

ARTICLE 12 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 13 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

ARTICLE 14 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.39.71.60

2) Conditions d'accès au site de Pierrelatte

L'accès au CEA Marcoule – Site de Pierrelatte étant réglementé, le Titulaire doit contacter, le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site de Pierrelatte.

ORANO / Etablissement de Pierrelatte
Groupe Accès Entreprises
BP16
26701 PIERRELATTE CEDEX
Tél. : 04.75.50.72.13
Fax : 04.75.50.71.47

3) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du marché. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

4) Modalités de livraison sur le site de Marcoule

Les fournitures devront être livrées à l'adresse suivante :

Société ROUMEAS – Pour le compte du CEA/Marcoule
Zone Industrielle de l'Ardoise
30290 LAUDUN-L'ARDOISE
Tél. : 04 66 33 76 84
Responsable : Sophie HERBIN

Du lundi au vendredi, sauf jours fériés, de 08h00 à 12h00

Contact mail : rupturedecharge@roumeas.fr

Le matériel sera systématiquement accompagné d'un bordereau de livraison reprenant le n° du marché CEA.

Les livraisons sont autorisées seulement pendant les jours ouvrés du CEA.

Cas particuliers :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20 m3,
- Si le poids du colis dépasse 2 tonnes,

- Si la livraison concerne des produits en vrac comme le gaz notamment,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes ou des matières radioactives,
- Si la livraison concerne des colis froids à destination de DSV,
- Si la livraison nécessite du matériel de manutention lourde,
- Si le CEA émet une demande particulière,

La livraison sera réalisée directement sur le Centre de Marcoule. Ce flux est appelé 'livraison directe'.

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site :

CEA / Etablissement de Marcoule
Accueil des Entreprises
Tél. : 04.66.79.13.40
Fax : 04.66.79.56.34

Lors de la livraison, le chauffeur devra être en possession d'une carte d'identité ou d'un passeport. La livraison sur le site de Marcoule impliquant l'existence d'un protocole de sécurité, afin de faciliter celle-ci, le transporteur devra également être en possession de ce document. Dans le cas contraire, ce dernier devra se mettre en rapport avant livraison afin de mettre en place le protocole de sécurité transport.

5) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

6) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET DECLARATION INDIVIDUELLE

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE & DECLARATION INDIVIDUELLE

Je soussigné(e),, né(e) le..... à
....., employé(e) de la société intervenant sur
le contrat de la société précitée avec le CEA n°

""

M'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations, sous quelque forme que ce soit, dont je pourrais avoir connaissance dans l'exercice de mes fonctions dans le cadre du contrat précité.

En conséquence, je m'engage formellement à ne pas divulguer ou utiliser lesdites informations à d'autres fins que celles prévues dans le cadre de mon activité professionnelle.

Par ailleurs, je m'engage expressément à ne jamais, même à titre de référence et de notoriété, communiquer ou publier en France et à l'étranger les informations dont j'aurai eu connaissance lors de l'exécution dudit contrat.

Je reconnais avoir pris connaissance :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- de l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- de l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles
- du caractère sensible des prestations du marché et de l'obligation qui m'est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale que je serai amené à connaître.

J'atteste, ne pas avoir, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le non-respect de cet engagement pourra entraîner la rupture du contrat de ma société avec le CEA et/ou l'application de pénalités contractuelles sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées.

Fait à :

Le

Cachet de la société, nom et
signature du responsable de la société

Nom et signature de l'intéressé
précédé de lu et approuvé

ANNEXE 4 : ETAT DES PRIX FORFAITAIRES VALANT
BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

PROJET